

L'Express Ottawa - Actualités

Le Centre des métiers Minto prêt à accueillir les étudiants en septembre



Publié le Juillet 22 2010

Photo : Tricia Van der Grient

Tricia Van der Grient

Les étudiants seront en mesure d'être formés pour des emplois à forte demande en métiers spécialisés dès septembre avec l'ouverture du nouveau Centre des métiers Minto, une école satellite de La Cité collégiale.

Sujets : [Centre des métiers Minto](#) , [Fondation de La](#) , [Conseil sectoriel](#) , [Orléans](#) , [Chemin Trim](#) , [Campus Alphonse-Desjardins](#)

L'établissement est en cours de construction sur le chemin Trim, à Orléans, et ajoutera 57 000 pieds carrés d'espace d'apprentissage pour La Cité. Il accueillera 350 étudiants dans 14 programmes dans sa première année.

Les étudiants pourront suivre des cours dans des domaines comme la plomberie, l'énergie renouvelable et les technologies de construction écologiques. En 2014, le nouveau Campus Alphonse-Desjardins sera en mesure d'accueillir 750 étudiants dans 23 programmes.

Le député d'Ottawa-Orléans, Phil McNeely affirme que le gouvernement provincial avait hâte d'obtenir une école postsecondaire à Orléans. En 2008, le bureau de l'ancien député de la région Marc Godbout, avait organisé un séminaire avec des représentants des écoles secondaires et des universités et collèges de la ville. «La Cité collégiale a présenté une excellente demande et ils avaient besoin d'espace pour prendre de l'expansion», explique M. McNeely.

L'école a reçu 6,75 millions \$ en fonds provinciaux, 4 millions \$ en financement fédéral et 1,8 millions \$ en dons pour le terrain de la ville. La Fondation de La Cité avait pour objectif de recueillir 4 millions \$ et a reçu des dons de divers entreprises de la région. «Il me semble qu'il y a un grand besoin d'augmenter le nombre de francophones formés dans les métiers spécialisés, notamment à Orléans et dans les environs de Prescott-Russell», indique M. McNeely.

Le Conseil sectoriel de la construction estime que 7000 nouveaux travailleurs qualifiés seront requis par le secteur de la construction dans l'Est de l'Ontario au cours des huit prochaines années. «C'est très important pour Orléans - les étudiants apporteront une nouvelle vitalité à notre communauté», a ajouté M. McNeely.

Le centre permettra à La Cité collégiale de presque tripler ses programmes d'apprentissage pour y inclure plus de métiers de la construction. Les étudiants seront en mesure d'effectuer des stages dans les entreprises locales et avoir de l'expérience pratique dans la menuiserie, la plomberie et plus.

Le directeur du Centre, Frédéric Poulin souligne que le nouveau centre inclura de vraies maisons avec lesquelles les étudiants pourront travailler. «Nous serons en mesure de faire de la recherche appliquée – les étudiants, les entreprises et le gouvernement sera en mesure d'utiliser ces maisons pour les essais.»

Le collège n'accueillera pas seulement des étudiants de l'école secondaire, ajoute M. Poulin. «Certains sont déjà des diplômés du niveau postsecondaire et certains sont déjà dans un métier mais veulent se spécialiser et apprendre davantage sur leur domaine.» «Il est essentiel de mettre l'accent sur les métiers, et de montrer aux jeunes qu'il existe d'autres options pour le postsecondaire», conclut-il.

22 juillet 2010 | Le Droit | MARIOMARIOCLOUTIER CLOUTIER LaLaPresse Presse

Philippe Falardeau plonge dans le deuil

Bachir Lazhar

Une enseignante se pend dans sa classe de 6e année. Bachir Lazhar, un réfugié algérien au Québec, propose de la remplacer. En tentant de rassurer des écoliers traumatisés, l'homme vivra le deuil de sa propre famille : ses deux filles et sa femme ont été tuées dans un attentat terroriste. Est-il vraiment l'instituteur qu'il prétend être ? Risque-t-il d'être expulsé du pays ?



LA PRESSE

Le réalisateur Philippe Falardeau aux côtés de certains des enfants qui jouent dans son prochain film, Bachir Lazhar, dont l'action se déroule entre autres dans une salle de classe.

Ce cadre, dramatique, est celui du quatrième long métrage de l'auteur-cinéaste Philippe Falardeau, *Bachir Lazhar*, inspiré de la pièce de la comédienne et dramaturge Evelyne De la Chenelière.

« C'est un film sur le deuil et le sentiment de culpabilité, explique Philippe Falardeau, rencontré hier sur le plateau de tournage du film, dans une école du Plateau-Mont-Royal. Les enfants se sentent coupables de la mort de leur prof. Et Bachir se sent coupable de la mort de sa famille. C'est un processus de guérison mutuelle. »

C'est en voyant la pièce d'Evelyne De la Chenelière il y a trois ans, à sa création, que Philippe Falardeau est tombé sous le charme de ce personnage énigmatique. « Il vit un drame d'immigrant, de réfugié, mais l'enjeu est ailleurs, dit-il. La vraie richesse du personnage se trouve dans sa relation avec les enfants. Il leur fait parler de la mort de leur professeur, mais c'est de la mort de sa propre famille qu'il a besoin de parler. J'aime la pudeur, la retenue du personnage. »

Deux ans après C'est pas moi, je le jure !, Philippe Falardeau s'intéresse de nouveau à l'enfance. Il faut le voir, entre deux prises, sous ses airs d'animateur de camp de jour, lancer une balle en classe pour capter l'attention d'une vingtaine d'enfants. « Silence dans trois... » dit-il. « Deux, un, Monsieur Falardeau ! » lui répondent en chœur les jeunes acteurs.

« Si on m'avait dit, il y a cinq ans, que je ferais des films avec des enfants, j'aurais été très sceptique, dit le cinéaste. C'est un peu un hasard. Mais j'adore travailler avec les enfants, parce que ça oblige à installer une atmosphère ludique sur le plateau et je pense que ça finit par paraître à l'écran. Par contre, je ne crois pas que je pourrais faire un film seulement pour les enfants. Ça ne m'intéresse pas. »

Bachir Lazhar est sans l'ombre d'un doute un film destiné aux adultes. Il marque aussi un retour à un cinéma social plus engagé pour l'auteur de La Moitié gauche du frigo. Un cinéma centré sur la relation entre un professeur et ses élèves, qui aborde en filigrane les thèmes de l'immigration et du sort réservé aux réfugiés.

« Je trouve qu'il y a un potentiel social et politique dans le personnage de Bachir. Parce que c'est un immigrant qui débarque chez nous. C'est l'autre qui arrive et qui pose des questions : sur l'enseignement, sur le deuil, sur l'école, sur la mort. Ça dérange. Forcément. »

Un immigrant, des questions qui dérangent... Le tournage de Bachir Lazhar coïncide ironiquement avec une polémique suscitée il y a deux semaines par des déclarations du cinéaste Jacob Tierney sur l'absence d'immigrants dans le cinéma québécois. Qu'en pense Philippe Falardeau ?

« J'ai passé ma journée à faire des entrevues (après ses déclarations) et il n'y a personne qui a relevé que je disais à peu près la même chose que Jacob. C'est parce que c'est un anglophone qui l'a dit. Quand on dit « un chat est un chat », c'est quoi le problème ? On ne s'intéresse pas à l'autre dans nos films. Il y a des cinéastes qui l'ont fait : Chouinard, Brault, Villeneuve, Gagnon, moi avec Congorama, mais c'est correct de dire que les immigrants ne sont pas présents dans nos films. Maintenant, est-ce qu'on devrait forcer les gens à écrire là-dessus ? Non. Il faut laisser les artistes s'exprimer sur les sujets de leur choix. Mais c'est aussi la responsabilité des artistes d'être de leur temps. Les poètes des années 50 ont précédé la Révolution tranquille. Nous, au cinéma, on est toujours un petit peu en retard sur ce qui se passe. Là-dessus, il a raison. »

Fellag

Le rôle de Bachir Lazhar est interprété par Fellag, un artiste français d'origine algérienne reconnu pour ses spectacles d'humour politisés. « Il a dû quitter l'Algérie parce qu'il était menacé de mort », précise Philippe Falardeau, qui a vu plusieurs acteurs en audition avant de choisir Fellag pratiquement sur-le-champ.

« Évidemment, je nourris ce personnage de mes propres expériences. Je joue là-dessus beaucoup. Il y a dans Bachir une partie de ma mémoire à moi », dit le comédien, qui a habité trois ans au Québec, à la fin des années 70.



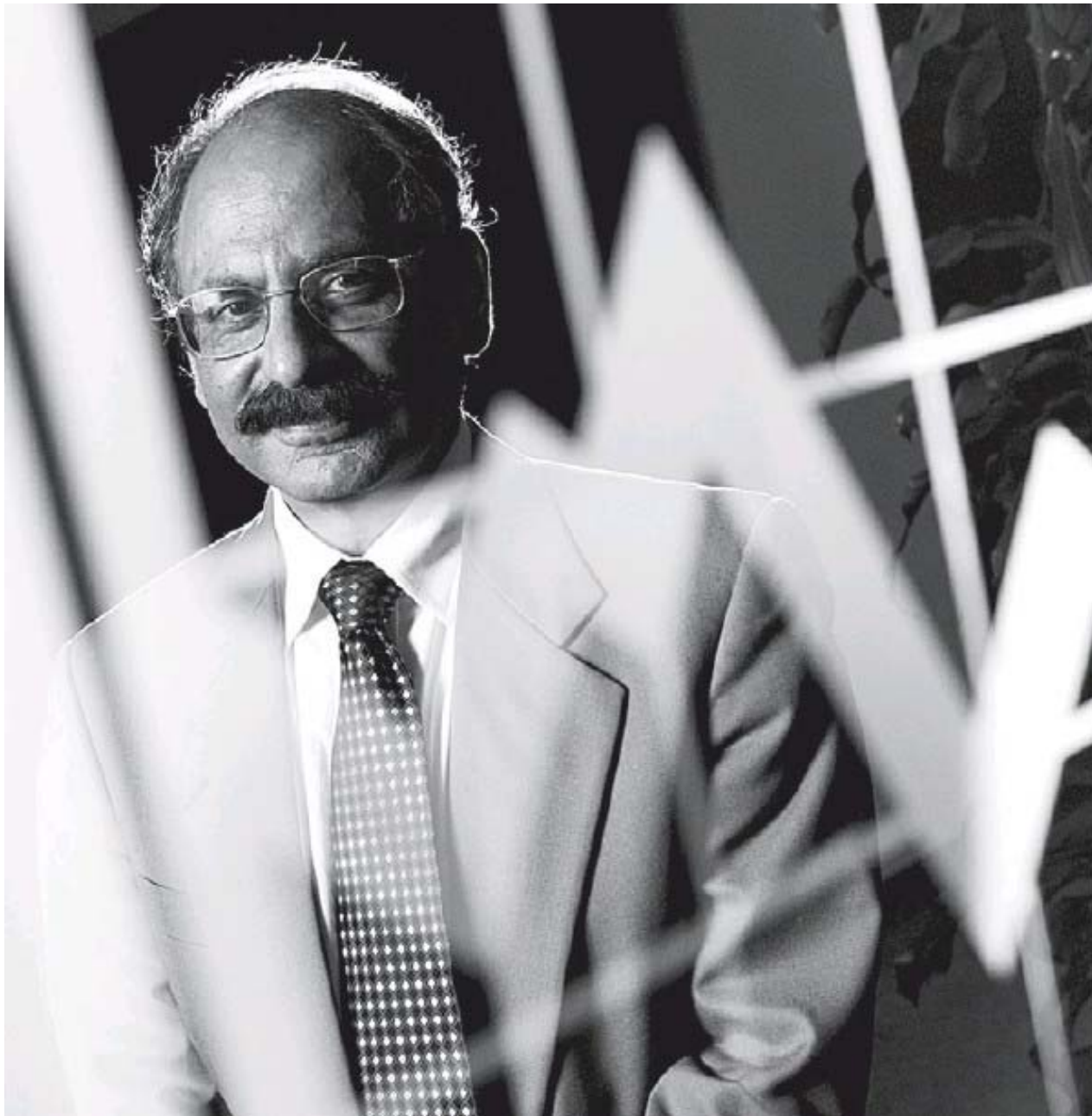
Le tournage de Bachir Lazhar, entamé il y a dix jours, doit se poursuivre cet été et se terminer à l'hiver. Le film, produit par Luc Déry et Kim McCraw de microscope, met également en vedette les jeunes Sophie Nélisse et Émilien Néron, Brigitte Poupart, Danielle Proulx, Jules Philip, Francine Ruel et Louis Champagne. Il devrait être complété au printemps 2011.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juillet 2010 | Le Droit | *HEATHER SCOFFIELD La Presse Canadienne La Presse Canadienne Avec Jennifer Ditchburn*

Le dirigeant de Statistique Canada démissionne

Le statisticien en chef du Canada a démissionné, hier soir, en réaction à la décision du gouvernement conservateur d'éliminer le questionnaire détaillé du recensement de la population canadienne.



ARCHIVES, La Presse Canadienne

Munir Sheikh, premier dirigeant de Statistique Canada, a annoncé sa démission dans un

communiqué mis en ligne sur le site l'agence fédérale, hier soir.

« J'ai présenté ma démission au premier ministre. Je veux le remercier de m'avoir donné l'occasion de le servir en tant que statisticien en chef du Canada, à la tête d'un organisme qui est un symbole de fierté pour notre pays », a-t-il exprimé.

Munir Sheikh, premier dirigeant de Statistique Canada, a annoncé sa démission dans un communiqué mis en ligne sur le site l'agence fédérale.

Dans une première et dernière attaque contre la décision du gouvernement Harper, il y affirme notamment qu'un sondage à réponse volontaire, comme celui imposé, ne peut absolument pas remplacer un sondage obligatoire.

« J'aimerais profiter de l'occasion pour faire un commentaire sur un aspect technique d'ordre statistique qui est devenu sujet de discussion dans les médias. Cela est relatif à la question si une enquête volontaire peut remplacer un recensement obligatoire », a écrit l'ex-statisticien en chef du Canada, âgé de 62 ans.

« Elle ne le peut pas », conclut-il sans détour.

Cet économiste d'expérience a soutenu qu'il ne voulait pas entrer dans le détail des discussions qu'il a eues avec le ministre de l'Industrie, Tony Clement, à propos du recensement, en raison de ses devoirs légaux.

« Toutefois, le gouvernement peut rendre cette information publique s'il le souhaite », a écrit M. Sheikh.

Des sources internes à Statistique Canada avaient réfuté les prétentions du ministre Clement, qui affirmait que l'agence fédérale avait recommandé ce passage d'un sondage obligatoire à un sondage volontaire.

Le statisticien en chef sortant a donc écouté le conseil de son prédécesseur, Ivan Fellegi, qui avait affirmé la semaine dernière qu'il aurait démissionné devant une décision telle que celle prise par le gouvernement.

« J'accepte avec regret la démission de Munir Sheikh, statisticien en chef du Canada », a énoncé le ministre Clement dans un communiqué émis quelques dizaines de minutes après celui du fonctionnaire. La démission de Munir Sheikh donne du poids au point de vue de plusieurs statisticiens, chercheurs et autres groupes qui soutenaient que ce nouveau mode de sondage limiterait la qualité et la quantité d'informations recueillies.

« Ensemble avec les professionnels qui travaillent à Statistique Canada, je crois que nous pourrions compenser pour ces défis et offrir aux utilisateurs de données une information de haute qualité et fiable », a exprimé le ministre Clement, qui n'a pas semblé vouloir plier.

« Pressions politiques »

De passage au Québec, le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, a critiqué le gouvernement Harper pour ce qu'il a appelé « des pressions politiques et idéologiques sans précédent sur Statistique Canada ».

« Si vous pensez que l'éducation est dispendieuse, essayez l'ignorance. Et ils essaient l'ignorance. C'est ridicule », a-t-il attaqué.

Plus tôt dans la journée, celui qui était encore statisticien en chef du Canada avait fait parvenir un courriel laconique à tous les employés de l'agence afin d'annuler une réunion du personnel prévue pour l'après-midi.

La note, dans laquelle M. Sheikh affirmait qu'il s'expliquerait sous peu, avait aussitôt déclenché les spéculations sur sa possible démission.

M. Sheikh avait ajouté qu'il communiquerait avec les employés quant à son avenir au sein de l'organisation.

« À la lumière de la couverture médiatique d'aujourd'hui, j'annule la réunion publique prévue », avait écrit cet économiste respecté, qui a sous des gouvernements libéraux et conservateurs.

Le ministre de l'Industrie, Tony Clement, a été cité dans la presse affirmant que Statistique Canada n'était pas une organisation indépendante et devait se rapporter à lui, malgré ce que certains employés aimaient croire. Munir Sheikh avait été nommé à la tête de Statistique Canada en juin 2008, relayant Ivan Fellegi, qui avait tenu les rênes de l'organisation pendant 22 ans.

22 juillet 2010 | Le Droit | MATHIEU MATHIEU BÉLANGER BÉLANGER
mabelanger@mabelanger@ledroit.ledroit.com com

Création d'une coopérative alimentaire dans l'Est ontarien

Une trentaine de producteurs agricoles ont récemment joint leurs efforts pour créer l'une des premières coopératives alimentaires de l'Est ontarien.



La formule ressemble en tout point à celle empruntée par le marché de solidarité dont la popularité ne cesse de croître en Outaouais. Les consommateurs font leurs commandes de fruits, de légumes et de viande par le biais d'Internet et vont ensuite chercher leur marchandise dans les différents points de chute. Le consommateur s'assure ainsi de la fraîcheur des produits qu'il mange et encourage du même coup les petits agriculteurs locaux. La Coopérative alimentaire locale de l'Est ontarien a débuté ses activités il y a tout juste un mois. Ses activités sont pour l'instant concentrées dans les comtés de Prescott-Russel et Stormont-Dundas-Glengarry. Les choses pourraient cependant évoluer très rapidement, souligne la présidente de la coopérative, Sabrina Martinez. « Il y a beaucoup d'intérêt parmi les producteurs et les consommateurs pour que nous étendions nos activités jusqu'à Ottawa, indique-t-elle. Il y a une soixantaine de producteurs qui seraient intéressés rejoindre la coopérative si nous nous rendons jusqu'en ville. »

À Ottawa en août

Si tout fonctionne comme prévu, les légumes, fruits et viandes des producteurs membres de la

coopérative devraient être disponibles dans un point de chute à Ottawa dès le mois d'août, précise Mme Martinez.

Cette dernière ajoute que la coopérative a aussi signé des ententes avec des garderies et des écoles de l'Est ontarien. « Nous sommes même en discussions avec des gens de l'Université d'Ottawa afin de fournir la cafétéria en produits locaux », dit-elle.

Les gens qui désirent devenir membre consommateur de la Coopérative alimentaire locale de l'Est ontarien doivent déboursier 50 \$. Les producteurs eux doivent payer 100 \$. « C'est un seul paiement et c'est à vie », précise la présidente de la coopérative.

Pour plus d'informations: www.easternontariolocalfood.org/fr/.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juillet 2010 | Le Droit | YVESYVESSOUCY SOUCY ysoucy@ysoucy@ledroit.ledroit.com com

Les 213625 sous noirs sont toujours à l'hôtel de ville

Païement de taxes foncières

Au terme du délai de 48 heures, signifié lundi par la municipalité de Ripon, Norman Czepiella ne s'est toujours pas présenté à l'hôtel de ville pour reprendre les 213 625 pièces d'un cent qu'il a laissées la semaine dernière pour acquitter le deuxième versement de sa facture de taxes foncières.

La municipalité refuse d'encaisser le lot de sous noirs en guise de paiement. Elle soutient que selon la Loi fédérale sur la monnaie, elle ne peut accepter qu'un maximum de 25 pièces d'un cent pour régler une dette.

« Nous allons les (cennes) placer en lieu sûr pour l'instant, en attendant la prochaine rencontre du conseil municipal où nous allons discuter à huis clos ce qu'il adviendra par la suite. Entre-temps, nous allons voir avec notre procureur de quelle façon ça va se passer », a déclaré le maire Luc Desjardins.

La réunion spéciale du conseil municipal devrait avoir lieu dès qu'on aura réussi à rejoindre tous les conseillers. Plusieurs sont à l'extérieur de la région à cause de la période des vacances.

Par ailleurs, LeDroit n'a toujours pas réussi à rejoindre M. Czepiella pour obtenir ses commentaires et connaître ses intentions.

Rappelons que le propriétaire riverain du secteur du lac Viceroy a réalisé ce coup d'éclat pour protester contre la hausse totale de 95 % de l'évaluation foncière de ses deux propriétés qui a fait passer son compte de taxes municipales de 3864 \$ (2009) à 6410 \$ cette année.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

22 juillet 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Les contribuables ontariens devront payer davantage

Les contribuables de l'Ontario vont écopier une hausse de leurs impôts fonciers lorsque les municipalités de la province seront tenues, l'an prochain, d'augmenter leurs contributions obligatoires au régime de retraite de leurs employés.

Ces hausses seront nécessaires afin d'amortir un déficit de 1,5 milliard \$ dans la caisse du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS). Ce déficit engendré par le ralentissement économique des deux dernières années pourrait friser cinq milliards de dollars d'ici 2015. L'OMERS est alimenté à parts égales par les contributions des municipalités ontariennes et de leurs employés. À l'heure actuelle, les villes n'ont aucune idée des sommes supplémentaires qu'elles devront injecter dans le régime de retraite de leurs fonctionnaires.

« C'est un défi budgétaire de taille qui nous attend. Et nous ne connaissons pas encore l'ampleur de ce défi ni les moyens que nous allons prendre pour le surmonter », a fait savoir au Droit le conseiller Peter Hume, de la Ville d'Ottawa.

M. Hume dit que la plupart des municipalités ontariennes ne font que prendre conscience de ce défi qui va leur causer des maux de tête au moment de boucler leur prochain budget. La hausse des contributions à l'OMERS va aussi avoir des répercussions sur les sociétés d'aide à l'enfance, les commissions des services policiers municipaux et les conseils scolaires publics.

« Nous allons avoir du mal à expliquer à nos contribuables qu'ils vont devoir payer davantage d'impôts fonciers, mais qu'ils n'obtiendront aucun nouveau service ou aucune amélioration de leurs services en retour », a ajouté M. Hume, qui est également président de l'Association des municipalités de l'Ontario.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 22 Jul 2010 | Ottawa Citizen | BY GIUSEPPE VALIANTE | POSTMEDIA NEWS

Comics in the classroom improve reading skills

Superheroes can help fight learning gap between boys, girls

Teachers and school boards should embrace comic books and graphic novels as a way to help children graduate to more complex stories and to help boys to catch up with girls in reading, according to a new study.

The study, released Wednesday by the Canadian Council on Learning, reveals how comic books help develop a child's ability to follow a sequence of events, interpret symbols, predict what will happen next and connect narratives to the reader's own experiences.

Moreover, comics and graphic novels can help bridge the learning gap between boys and girls.

The study cites the latest Program for International Student Assessment, which reports that 15-year-old Canadian girls outscored boys in reading achievement. The study also cites research that indicates girls get more enjoyment from reading than boys.

According to the Organization for Economic Development and Co-operation, however, after newspapers or magazines, comics are the most popular reading materials for boys. Elementary school-aged boys report reading comics significantly more than girls.

"If comic books can serve as that vehicle to increase the interest and enjoyment in reading — which the study shows is lacking in boys relative to girls — then they can help," said Jarrett Laughlin, the council's senior research analyst.

The research shows that boys who read comics also read more text-based material and report more reading enjoyment than boys who don't read comics, he said.

Brett Walker, a teacher who runs a boys-only reading group at Ottawa's Lester B. Pearson Catholic high school, agrees with the study's findings, although he takes issue with some of the statistics that claim boys don't enjoy reading as much as girls.

It all depends on what we mean by reading, he said.

"I think what we define as reading needs to change," he said. "I think if you ask a boy if he likes to read websites (rather than novels) he'll probably say so just as much as girls, if not more."

Walker said his school started a reading group for grades 7 and 8 because young boys were underachieving compared to girls. He said research suggested boys do better surrounded by other boys and when they read materials they enjoy. His group members have shown improvement in their reading skills, he said.

Walker also rejects the idea that if given the choice, boys and girls will only read comics and steer clear of stories with advanced narratives.

"You have to start somewhere," he said. "If a kid is not reading at all, they will never get to the complex stuff."



Wednesday's study also suggests comics and graphic novels are helpful for children with learning disabilities or for those who are not ready to read text. Comics give readers practice in understanding material on a printed page, tracking left to right and top to bottom and processing what happens between individual panels in a story.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



Wireless Home Security System
\$99 Installed - No hidden fees
Fully Controlled from Your Cell

GetAPXAlarm.com

Comics key to boys' literacy: Experts

By TERRI SAUNDERS, OTTAWA SUN

Last Updated: July 21, 2010 6:19pm



Thomas Dong, 4, reads a graphic novel at the central branch of the Ottawa Library Wednesday. Experts think comics hold the key to improving boys' literacy. (Errol McGihon/The Ottawa Sun)

The push to educate young girls in the late 1960s and 1970s may have left boys behind, a literacy expert who hopes to reverse the trend said Wednesday.

“In the 1950s and 1960s, the bulk of reading materials in classrooms were geared towards boys — Davey Crockett, the Hardy Boys,” said Usha Tamba Dahr, executive director of the Excellence in Literacy Foundation in Richmond. “As a result of the feminist movement, more girls were encouraged to read and that meant most of the materials found in classrooms were more appealing to young women.”

A number of studies conducted over the past 20 years by literacy and education organizations have shown boys score lower than girls on reading and writing tests, a trend that doesn't seem to be improving.

In an effort to combat the problem, some groups are calling on educators to introduce boy-friendly materials such as comic books and graphic novels into their classrooms.

Experts with the Canadian Council on Learning (CCL) say such materials have been dismissed by generations of parents and educators as “sub-literate” but suggest they may hold the key to promoting prose literacy in young boys.

“For decades, tests have shown that young boys underperform in reading achievement and do not derive the same level of enjoyment from reading as girls,” said Dr. Paul Cappon, president and CEO of CCL. “Comics and graphic novels hold untapped potential to address this disparity by promoting improved literacy among young males.”

Researchers with CCL recently published a report entitled *More than just funny books: Comics and prose literacy for boys*, an overview of research on the reading habits of young boys and the literacy-boosting potential of comics.

Research showed boys may be less interested in reading because their literacy interests, which include science fiction, fantasy, adventure stories, “how-to” manuals and comics, are under-represented in their schools and classrooms.

Dahr believes there should be less focus on subject matter and more focus on getting boys reading.

"I don't care if they're reading shampoo bottles," she said. "Whatever gateway a child finds to reading is a good road for them to take."

The strong visual elements that accompany comics have shown promise as a teaching aid for second-language learners and students with learning difficulties, experts have found.

"It is clear that comics have become an undeniable and potentially powerful part of our society and culture," says Cappon. "Considering the evidence, it is time that educators and parents put aside any misgivings that they may have and embrace comics as a positive teaching and learning tool."

terri.saunders@sunmedia.ca

Literacy facts:

- Girls score on average 32 points higher than boys in reading and writing
 - Boys have more difficulties in language and learning
 - More boys declare themselves to be "non-readers"
 - Boys are 66% more likely to be high school dropouts than girls
 - In industrialized countries, girls perform significantly better than boys on reading and writing tests
 - Grade 3 testing in Ontario in 2003-04 showed boys scored 21% and 17% lower than girls for reading and writing, respectively
 - The same tests showed 48% of boys met provincial reading standards; 50% met provincial writing standards
 - Grade 6 testing showed boys scored 14% and 9% lower than girls for reading and writing, respectively
- Source: Boys' Literacy Attainment: Research and Related Practice (2009) — Centre for Literacy at Nipissing University

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#) [SUN TV](#)

Teachers' unions in schoolyard scrap

New kindergarten program at centre of tug of war between two groups

By **ANTONELLA ARTUSO**, QUEEN'S PARK BUREAU CHIEF

Last Updated: July 21, 2010 5:27pm

A time out might be in order.

Two teacher unions are in a nasty tug of war over who gets to represent the new early childhood educators in the Dalton McGuinty government's full-day kindergarten program.

In an open letter to ECEs, Sam Hammond, president of the Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO), accuses the Ontario Secondary School Teachers' Federation (OSSTF) of not playing nice in the race to sign up the potential new members.

"I am extremely dismayed at the allegations and misleading representations that OSSTF has levelled against ETFO," Hammond's letter says.

"In meetings, in advertisements and on its website, OSSTF has conveyed information that is inaccurate and misleading and cited historical statements by ETFO that have been taken completely out of context. Simply put, I am appalled that OSSTF would launch such a negative and unprofessional campaign instead of assisting you to make one of the most important decisions of your life as an ECE." In turn, the OSSTF has highlighted a 2008 motion by ETFO to the Ontario Teachers Federation asking it "to lobby the Ontario government and the ministry of education to ensure that only certified teachers who are members of the OTF are eligible to provide direct classroom instruction and evaluation to all junior kindergarten and senior kindergarten students."

On its website, OSSTF says that news reports clearly show that ETFO strongly opposed ECEs in their teachers' classrooms.

"Only OSSTF has supported ECEs from the very beginning of talks about the early learning program," the site says.

Both ETFO and OSSTF claim they can negotiate the best deal for ECEs with school boards.

The McGuinty government is introducing full-day learning in nearly 600 Ontario schools this fall, creating teams of certified teachers and ECEs to offer four- and five-year-olds an all-day educational program.

The province's goal is to extend the program to all Ontario elementary schools by 2015-16.

McGuinty has said that the program will require the hiring of 3,800 new teachers and more than 20,000 new ECEs over the next five years.

antonella.artuso@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Toronto Sun All Rights Reserved

Article rank | 22 Jul 2010 | Ottawa Citizen

LIFE'S A BEACH, THEN YOU DIVE

Twelve-year-old Monica Silver practices diving for the ball Wednesday as part of a week-long volleyball camp run by the University of Ottawa. The day was spent at Mooney's Bay learning the finer points of playing on sand. If you have a great seasonal photo you'd like share with our readers, the Citizen is inviting you to surf over to ottawacitizen.com/mypics and show us your summer. You can see more summer pictures from around the region at ottawacitizen.com.



WAYNE CUDDINGTON, THE OTTAWA CITIZEN

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



EARN MILES FASTER

CIBC AEROGOLD VISA INFINITE

Receive a Welcome Bonus of **15,000** Aeroplan Miles

www.cibccards.com

Pedophile ex-teacher jailed for six more months

By MEGAN GILLIS, OTTAWA SUN

Last Updated: July 21, 2010 8:18pm

A judge sentenced a former teacher and diagnosed pedophile to six more months in jail Wednesday for having a two-year-old girl twice touch his penis.

Judge Dianne Nicholas rejected as “irrational and false” James Westcott’s excuse that the child initiated it.

Westcott, 67, pleaded guilty to invitation to sexual touching in the 2008 incidents.

He said the girl wanted to see what she called his “nu-nu” so he showed it to her and let her touch and squeeze it in “a gross error in judgment.”

“I do not for an instant believe that this man succumbed to the will of a two-year-old,” Nicholas said. “This is precisely the distorted thinking that pedophiles can engage in to either explain, diminish or excuse their deviant actions.”

As a father of three, teacher of children as young as kindergarteners for 32 years and devout Catholic, “who better than him would know how inappropriate, shocking and criminal his actions were?” Nicholas said.

“This was no error in judgment, it was a crime.”

The judge recommended that Westcott, who served a month behind bars awaiting bail, go to a jail where he can get sex offender treatment.

A psychiatrist diagnosed him as a pedophile with a drinking problem but pegged him as a low risk to reoffend because of his age.

Nicholas noted he wasn’t much younger when he committed the crime. She ordered him to serve two years probation and stay away from parks, pools and schools and not volunteer with kids or talk to them online for 15 years.

Defence lawyer Mark Ertel had argued media outlets “feasted” on the fact Westcott was cleared a decade ago of similar charges, Nicholas noted. In 1999, a judge acquitted him of charges he molested 11 girls aged six to 10 at a west-end elementary school, suggesting “loose tongues and wholly unfounded innuendo” might have created hysteria.

Nicholas said Westcott bears “total responsibility” for the life of his wife of 46 years being “crushed” — she lost her teaching job and friends — and the child’s parents’ devastation, although the little girl is too young to understand what happened.

“Having gone through that trial, which must have been very stressful on him and his family particularly as he was not guilty, it is incomprehensible to me how he found himself (alone with the two-year-old) touching his penis and describes that situation as ‘an error in judgement,’” Nicholas said.

megan.gillis@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 22 Jul 2010 | Ottawa Citizen

Toddler hurt at home daycare dies

An 18-month-old child who was taken to hospital in Calgary this week with lifethreatening head injuries has died. The girl's 23-year-old caregiver, whose name has not been released, was already facing charges of aggravated assault and failure to provide the necessities of life after the child was hospitalized. The Medicine Hat incident in has highlighted concerns about how home daycares in the province are monitored. The province sets the standards for day homes and limits the number of children in a home to six, including the operator's own children. Several other regulations, including training and safety standards, are mandated by the province, but most of the regulations are enforced by agencies contracted by the province to recruit care providers.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.